

Périodique

Réflexions

POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

," Réflexions" a pour but d'inciter à la réflexion les progressistes. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d'autres. N'hésitez pas à nous écrire.

Sommaire

P1, 2 Exigence d'une stratégie de transformation.
P2, 3 48 e congrès de la CGT ou le triomphe du réform.
P4, 5 Le déclin du PCF : conséquence d'une stratégie...
P 6 Détresse des Palestiniens

L'EXIGENCE D'UNE STRATEGIE DE TRANSFORMATION SOCIALE QUI DEPASSE L'HORIZON DES ELECTIONS

Les élections présidentielles et les élections législatives qui suivront occupent aujourd'hui pleinement toute la classe politique française. Le PS vient de rendre public son programme et le PCF annonce déjà qu'il votera au deuxième tour de la présidentielle pour le candidat du PS. Le PCF, la LCR, une partie des Verts et des Socialistes ainsi que diverses petites organisations continuent à se chercher un candidat commun « anti-libéral » pour le premier tour de ces élections. Toute l'activité de ces formations politiques est absorbée par les enjeux électoraux et la mise au point d'alliances qui leur soient favorables. Leur objectif stratégique est de gagner un maximum de sièges d'élus.

Pour nous, dont l'objectif est d'aboutir à une profonde transformation sociale, la stratégie ne peut être déterminée par les enjeux électoraux immédiats. Elle doit viser à **rassembler dans les luttes**, au-delà des étiquettes, tous ceux qui n'acceptent pas la précarité, la remise en cause de la protection sociale, du droit à la santé et du droit à la formation pour tous, tous ceux qui défendent les droits et libertés sans discrimination d'aucune sorte. La mobilisation

récente contre le CPE montre qu'il y a des possibilités de rassemblement au-delà des alliances politiques. C'est la voie qu'il faut approfondir. Ces rassemblements peuvent obliger les partis politiques existants à prendre en compte les exigences populaires et peuvent aider à l'apparition de nouvelles organisations qui répondent mieux à ces exigences.

Ces exigences populaires amènent dès aujourd'hui à poser la question de l'organisation de la société tant au plan national, européen que mondial. Dans le monde d'aujourd'hui marqué par les échanges rapides des marchandises et de l'information ainsi que par les déplacements également rapides des hommes, tous les pays participent à ces échanges. Mais il est inacceptable que ces échanges soient soumis à la simple loi du marché. Cela permet aux capitalistes d'exploiter les différences de développement des pays pour augmenter leurs profits au détriment notamment des salariés de tous les pays. Ces échanges doivent être réglementés au niveau national, au niveau européen et au niveau mondial. Sans revenir à des

développements séparés qui freineraient les avancées dans les pays non développés en particulier, les accords de type OMC doivent intégrer des objectifs d'amélioration des systèmes sociaux (couverture sociale, ...). Exigeons que les partis qui se présentent à nos suffrages prennent des engagements sur ce point. Au niveau européen, il faut aller à une harmonisation vers le haut des modèles sociaux, ce qui est incompatible avec une Union gérée simplement sur la base d'une concurrence libre et non faussée dans tous les domaines. Il faut continuer à prendre des initiatives contre les réformes des instances européennes tant que l'Union Européenne privilégiera cette logique purement capitaliste que certains qualifient de libérale pour ne pas en effaroucher d'autres. C'est la raison profonde du vote

non à la constitution européenne. Là encore, on a pu constater que le rassemblement en France n'avait pas suivi les partis politiques dominants. Un rassemblement populaire large peut donc changer les choses et il peut donc exister à terme d'autres alternatives que celle dans laquelle on nous enferme aujourd'hui : l'UMP de Nicolas Sarkozy ou le PS de Ségolène Royal. Avant de prétendre supprimer le capitalisme, montrons qu'il est possible et même nécessaire de gérer la France, l'Europe et le Monde en prenant en compte d'autres critères que les seuls critères du marché.

Réflexions

REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE. PERIODIQUE TRIMESTRIEL

N° 51 – juin 2006 - prix 3 euros- Abonnement 4 numéros 10 euros.

Directeur de publication : Françoise Courtin. Rédaction : Gilles Mercier

Imprimé dans nos locaux, 8 rue Hélène Boucher 94320 Thiais

Commission paritaire 74977. N° ISSN 1249.1012

Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry-sur-Seine. Miquelmercier@free.fr

48 e CONGRÈS DE LA CGT OU LE TRIOMPHE DU REFORMISME?

Le congrès de la CGT qui vient de se tenir a entériné pour l'essentiel les orientations de la direction confédérale sortante.

Il est vrai que Bernard Thibault et son équipe ont été bien servis par le succès la lutte contre le CPE. Le retrait par de Villepin de son projet, qui était un outil de plus pour la précarisation de l'emploi, suite au grand mouvement des étudiants et des lycéens, a été bien "récupéré" par la direction confédérale de la CGT et aussi par celle de la CFDT à leurs congrès respectifs. Mais il faut bien voir les limites de cette victoire sur la précarité. Car, reste la "loi de l'égalité des chances" avec le travail des jeunes dès 14 ans et le travail de nuit pour les jeunes. Reste aussi le CNE, promulgué à l'automne par ordonnance, sans riposte impulsée par les Confédérations. D'ailleurs après un 4 octobre pourtant prometteur, cette période fut dominée par l'attentisme stratégique de la CGT face aux attermoissements tout aussi stratégiques de la CFDT qui n'était visiblement pas pressée d'engager l'action, sauf quand la puissance du mouvement des jeunes l'y a contraint. De plus, la CGT a accepté de restreindre la revendication au seul CPE. La précarité se porte, hélas, toujours bien !

Il est vrai que l'appareil cégétiste avait bien orchestré les choses pour que le congrès se déroule sans beaucoup de vagues. Et des vagues, il n'y en pas eu beaucoup. Il faut bien dire que le Congrès s'est tenu, hormis la lutte positive mais pointue, contre le CPE, dans un contexte où l'on ne peut pas dire que le mouvement populaire soit à l'offensive. C'est lui qui est pourtant déterminant. Or, il est "embarqué", en ce moment, dans une bagarre de bas niveau entre les "talents sécuritaires" de Sarkozy et ceux de Ségolène Royal, dans le grand discours sur l'union de la gauche toujours plus à gauche. Bagarre où pour le moment les questions de l'emploi, des salaires, des retraites...tiennent peu de place. Nous sommes bien loin du "Nouveau Rassemblement Populaire Majoritaire" que préconisait fort justement le 25^e congrès du PCF en 1985 ! Du point de vue syndical, on ne peut pas dire qu'existe dans le pays et donc dans la CGT un fort courant revendicatif.

L'appareil a su profiter de cette situation pour organiser un congrès à sa guise.

Les délégués pour la plupart choisis par les fédérations avaient été en majorité soigneusement triés sur le volet.

Pas encore assez cependant pour les empêcher de siffler François Chérèque, ce qui n'était pas, reconnaissons le, une participation de haut niveau au débat escamoté du "syndicalisme rassemblé" ! Beaucoup de délégués se sont contentés de lire une intervention "fédérale" ; Les 2814 amendements déposés n'émanaient que d'à peine 1 % des syndicats ! Maryse Dumas chargée de la rédaction du préambule a été scandalisée par le fait qu'un seul syndicat avait fait 60 amendements pour ajouter "la lutte de classe" dans le préambule du document ! De plus, 200 amendements ont osé réclamer l'élaboration par la Confédération de repères revendicatifs précis, autrement dit des choses qui ne se font pas dans un Congrès BCBG de la CGT !

Ce n'est pas la proposition de création d'une "nouvelle confédération internationale" mis en avant par le secrétaire général de la CES qui risque de donner beaucoup de nerf au mouvement revendicatif !

De plus, le temps de parole avait été strictement limité.(4m30s) et la liste des intervenants soigneusement sélectionnés par le bureau du congrès mis en place par la direction confédérale.

Le nombre des interventions diverses (internationales, de solidarité...) a permis de limiter considérablement les débats, de créer des "moments d'enthousiasme" et d'éviter les sujets brûlants : bilan d'activité (à la trappe les retraites, la Sécu...), syndicalisme rassemblé, alliance de sommet avec la CFDT, diagnostic partagé...

Comme en fait, il n'y avait pas de remise en cause sérieuse de l'orientation, c'est sur le débat portant sur les cotisations

que se sont comptées les oppositions plus ou moins de fond.

60 % pour (82 % pour l'orientation) un système qui prépare une accentuation de la centralisation de la vie de la CGT. Plus jamais de spectacle comme celui du Conseil Syndical National qui avait osé désavouer Bernard Thibault, même si le débat n'avait pas porté sur le fond!

D'ailleurs, une déléguée, qui participait pour la première fois à un congrès CGT confiait sa découverte de la réalité et sa déception après le 48e congrès.

Le bla-bla sur le réalisme, la responsabilité...ne pouvait masquer le verrouillage par l'appareil pour faire passer son orientation réformiste.

Il y a d'ailleurs des décisions du congrès qui ne sont pas sans danger dans le contexte actuel. Qu'est-ce que le statut du travailleur salarié, la sécurité sociale professionnelle ? Par contre le capitalisme, la lutte de classe sont évacués.

Ainsi, Bernard Thibault et son équipe ont réussi à imposer leur orientation.

Mais, même s'ils sont absents du texte, le capitalisme et la lutte de classe existent toujours. Bernard Thibault peut un temps "se gargariser de ses slogans" (pour paraphraser ce qu'il a dit au congrès à propos d'opposants), mais la vie finit toujours par prendre le dessus.

René Malzieu

Le déclin du PCF: conséquence d'une stratégie qui vient de loin

Aux législatives de 1956, le PCF représentait près de 26 % du corps électoral. Depuis, son influence n'a cessé de décroître jusqu'à ne représenter aujourd'hui qu'environ 3 %. Il est pour le moins surprenant que la Direction du Parti fasse l'impasse sur les causes de ce déclin, comme elle fait l'impasse sur les causes de l'effondrement du socialisme qui a constitué la référence de tous ceux qui luttèrent contre l'exploitation capitaliste au cours du 20^{ème} siècle.

Au 33eme congrès, la Direction s'est débarrassée de la question du socialisme par la fuite en avant avec la visée communiste ! Le PCF parle du capitalisme, mais de façon abstraite, préférant le terme "libéralisme" qui ne fait référence à rien de concret. Rien dans les textes du PCF ne constitue des points d'appui opérationnels pour lutter concrètement contre les critères de gestion capitalistes tant au niveau de l'entreprise qu'aux différents niveaux de l'Etat. Tout se réduit in fine à comment faire bouger le PS, à travers des combinaisons d'appareils. Lorsque le PCF faisait plus de 20 % du corps électoral, il n'a pas été

capable de faire « revenir le PS à gauche », alors à 3% ! Pourquoi tant d'obstination dans cette impasse stratégique ?

La transformation du salariat

La stratégie dépend de la conception et de l'analyse du salariat. Si l'on y porte un peu attention, il apparaît évident que le déclin du PCF par delà les aléas politiques reflète l'évolution du salariat. Le capitalisme est le système de production de richesses qui repose sur l'exploitation du salariat. L'enracinement du PCF est dépendant de son rapport au salariat. Le Parti s'est défini comme le parti de la classe ouvrière, classe soumise à l'exploitation du capital, à qui il appartenait de renverser la société capitaliste. Les autres catégories salariales considérées comme étant influencées par les idées réformistes parce que n'étant pas soumises à l'exploitation directe du capital se voyaient reléguées au rôle d'alliées. L'alliance PCF-SFIO matérialisait l'alliance de la classe ouvrière et des autres catégories salariales et sociales. Cette conception

validée par le Front Populaire reposait sur une classe ouvrière numériquement dominante, tirée par le sous groupe des ouvriers professionnels de la métallurgie. Dans le courant des années 50 vont s'amorcer des transformations du salariat, expression de l'introduction des technologies dans la création de la valeur et de la réorganisation du capital. Ces transformations sont toujours en cours. Elles ont abouti à une expansion des services dont les salariés constituent actuellement 70 % du salariat et à une part prépondérante des fonctions de conception au détriment des fonctions d'exécution dans la création de la valeur. Le Parti s'est révélé incapable d'analyser ces évolutions. Le travailleur intellectuel est resté pour lui avant tout un travailleur non productif (artiste, enseignant, chercheur,...). Emprisonné dans sa conception « ouvrier-centriste » de la lutte anticapitaliste le parti a assimilé l'extension du salariat à l'extension de la classe ouvrière d'où le concept de « classe ouvrière élargie » qui mettait la classe ouvrière partout et surtout nulle part. Cette fixation sur une classe ouvrière essentiellement réduite à des fonctions d'exécution va éloigner le salariat du PCF et le rapprocher de la social-démocratie après que cette dernière ait opéré sa mutation de la vieille SFIO en PS. La crise de suraccumulation du capital avec ses fermetures d'entreprises de production et ses licenciements massifs dans le milieu des années 70 va provoquer une crise profonde d'identité de la classe ouvrière et entraîner le décrochage électoral du PCF.

L'éphémère "Nouveau Rassemblement Populaire Majoritaire"

Au début des années 80, le PCF s'interrogeant sur son fort recul électoral va mettre en cause cette stratégie de l'alliance. Il va s'interroger sur la pertinence de la structuration gauche-droite, qui aboutit à faire du Parti un pourvoyeur de voix du PS. Ceci va aboutir en 1985 au 25^{ème} congrès, à l'élaboration d'une stratégie réellement novatrice en rupture complète avec celle qu'il avait toujours développée depuis l'éviction du groupe Barbé-Celor. Cette stratégie baptisée "Rassemblement Populaire Majoritaire" faisait du mouvement de lutte l'acteur majeur des transformations politiques. Il ne s'agissait plus de faire pression sur les appareils, mais de développer les luttes dans les entreprises, dans le pays, sur des critères anticapitalistes, le niveau de ces luttes allait déterminer le contenu des alliances. Alors que le "Nouveau Rassemblement Populaire Majoritaire" mettait l'accent sur le contenu des luttes, l'union de la gauche édulcorait ce contenu afin de permettre l'alliance. Avec cette nouvelle stratégie, le Parti s'adressait à l'ensemble du peuple de France, alors qu'avec l'Union de la gauche, il ne s'adressait qu'à une partie. La stratégie de "l'union de la gauche" ne posait pas de problème quand le PCF était au-dessus de 20% avec une classe ouvrière forte, mais avec un Parti en dessous de 15% et une classe ouvrière en crise d'identité, elle le mettait à la remorque du PS.

Une occasion historique perdue

Hélas, cette stratégie du NRPM résolument novatrice fut vite abandonnée. La direction se révéla incapable de concevoir sa stratégie indépendamment de celle du PS. Une occasion historique fut perdue. Le retour à l'alliance avec le PS scella la mort du secteur Economie et Politique. La stratégie de l'union de la gauche n'avait que faire des critères de gestion des entreprises et de l'Etat. Le Secteur Economie et Politique qui avait joué un rôle considérable dans l'analyse de la création de la valeur et de son utilisation glissa dans la technocratie face au refus de la Direction d'appréhender les problèmes de gestion et finit dans l'association capital-travail "Confrontations". Cette disparition eut pour conséquence d'enfermer le PCF dans une vision souverainiste de l'organisation du Monde qui allait précipiter son déclin. Dans les années 90 la technologie allait modifier profondément l'organisation des entreprises. La transmission en temps réel de grandes quantités d'informations avec Internet allait permettre la délocalisation d'unités de production et de services dans des pays dans lesquels les contraintes étatiques étaient moindres et la force de travail moins rémunérée. La mondialisation n'est pas en soit un processus capitaliste. Dès que l'Homme a commencé à produire et commercer, il s'est lancé dans un processus de mondialisation. Le capitalisme utilise la mondialisation pour essayer de résoudre les contradictions engendrées par la suraccumulation du capital dans les pays développés en exportant le capital excédentaire qui n'arrive plus à suffisamment se valoriser vers les pays où les contraintes étatiques sont moindres et le coût de force de travail plus faible.

Un parti d'élus

Les cellules d'entreprises ont constitué l'outil politique de la classe ouvrière au cœur même du lieu de son exploitation. Les contradictions produites par la stratégie, la disparition du secteur Economie et Politique allaient les mettre en sommeil. Avec leur disparition, le PCF changeait de nature. Il se coupait définitivement du salariat et devenait comme le PS un parti uniquement d'élus. Comme les sièges avaient été gagnés dans le cadre de listes d'union, l'alliance avec le PS l'emportait sur tout. Cette dérive opportuniste était renforcée par les difficultés financières dues à la baisse des adhérents.

Totalement collé au PS, le parti a avalisé toute la politique de la gauche plurielle notamment les privatisations. **C'est un gouvernement à participation communiste qui a rétrocédé le plus grand nombre d'entreprises (11) au capital.**

Depuis 2002, le Parti s'est « dégagé » du PS en apparence pour se fondre dans le mouvement altermondialiste. Le quotidien l'Humanité est devenu le porte parole (rôle de plus en plus difficile à tenir !) d'ATTAC, association dont la classe ouvrière est totalement absente et qui est l'expression d'une protestation de couches salariales non productives contre la dureté de l'exploitation capitaliste. Protestation réactionnaire puisqu'elle ne porte pas sur la

nature de classe de la société mais sur les technologies. ATTAC exonère le capital puisqu'elle rend l'OMC responsable des méfaits du capitalisme. L'OMC n'est qu'une organisation de régulation du commerce au sein de laquelle s'affrontent des coalitions d'Etats. On ne vend que ce que l'on produit et ce qui est produit dépend des stratégies des groupes capitalistes épaulés par les Etats. Ce qui est produit dépend en fait du taux d'accumulation du capital. Ce qui nous ramène à l'essentiel, l'entreprise lieu de création de la valeur et de l'exploitation du salariat. Mais ce terrain n'intéresse pas ATTAC et n'est plus investi par le Parti. Le parti n'a plus de démarche autonome, la recherche d'une alliance prime sur tout. Son activité se réduit à organiser ou participer à des forums ou le public est invité à venir écouter ceux qui s'écoutent parler ! Par électoralisme, le PCF épouse le discours anti-OGM, slalome sur le nucléaire et est très ambiguë sur la décroissance. La campagne référendaire a été menée sans contenu afin de pouvoir constituer une alliance autour de L Fabius, l'homme des stock-options, de la privatisation d'EDF ! L'opération ayant échoué, la Direction se retrouve dans des combinaisons d'appareil entre organisations groupusculaires pour essayer de dégager une candidature commune qui lui éviterait la déroute électorale.

L'antilibéralisme

L'anti-libéralisme est le thème fédérateur de cette nébuleuse. Ce qui ne veut pas dire grand chose. Le problème c'est que ces groupuscules sont anti-communistes, ils veulent bien du PCF, comme pourvoyeur de voix, mais pas comme tête de liste. D'où l'impossibilité de constituer une alliance. Ce qui nous ramène au

problème essentiel esquivé en permanence par la direction actuelle, celui du contenu de la politique, celui de la stratégie. ! Depuis des années, il tient par opportunisme le même discours que ceux qui luttent contre les technologies, ce créneau est déjà bien occupé, quel intérêt à voter pour lui ? Il est plus que vraisemblable que la direction du PCF va connaître une déroute électorale sans précédent aux élections présidentielles.

Ceux qui s'opposent à la politique de la Direction ne sont pas très clairs quant à la stratégie à mettre en œuvre. Pour eux le déclin démarre avec R Hue, c'est un peu faible, c'est la stratégie suivie depuis des décennies qui a amené la politique de R Hue. Si l'on veut que le PCF renaisse, on ne peut en rester à une vision de la classe ouvrière des années 50-60 et à rendre le traité de Maastricht, responsable des maux du capitalisme. Oui, il faut un candidat communiste, mais pour dire quoi, pour être porteur de quelle démarche ?

L'existence d'un parti communiste fort qui s'oppose à l'asservissement du salariat par le capital, à la déshumanisation de la société résultant de l'écrasement de l'ensemble des dépenses sociales pour maintenir le taux de profit des groupes capitalistes est d'une nécessité absolue. Pour que le PCF retrouve son influence, et qu'il pèse sur le développement de la société, il doit devenir le parti de l'ensemble du salariat et développer une stratégie autonome qui privilégie le contenu des luttes.

Gilles Mercier

La détresse des Palestiniens

Que dire à propos de ce qui se passe en Palestine ? Inacceptable, effroyable, criminel, affligeant, je crois que tous ces mots ne suffisent pas pour décrire le martyr du peuple palestinien.

Il y a le mur qui isole, sépare, brise, humilie, les bombardements barbares qui tuent des enfants sur la plage de Gaza, les check-points qui transforment les déplacements de village à village, de ville à ville, en calvaire, des paysans qui voient leurs tomates pourrir dans leurs camions contrôlés pendant des heures...

Sans que cela n'émeuve les grandes puissances !

La France qui discute avec Olmert comme si de rien n'était. Chirac est "pour une solution négociée" sans dire laquelle ; Olmert qui vient de quitter la France, veut aussi "une solution négociée... avec des palestiniens à genoux. Je l'ai entendu dire à la télé : "Les Arabes n'ont pas les mêmes valeurs que nous" (Israël, les Etats-unis, la Grande-Bretagne, la

France). Quelles valeurs ? Celles de Guantanamo, d'Irak ?

Nos médias bavardent sur les "affrontements inter palestiniens", sur le "Parlement palestinien incendié", sur "la pluie de roquettes" qui s'abat sur le désert du Néguev près de Sidérot, sur le Hamas ayant "rompu" une trêve que lui seul a respectée. Mais nos médias sont silencieux sur la détresse du peuple palestinien, due à la colonisation.

En fait, les Palestiniens sont seuls.

Qui a intérêt à ce que s'établisse en Palestine, au Proche-Orient, un état libre, indépendant et démocratique ?

Pas Israël qui veut annexer la plus grande partie de la Palestine occupée.

Pas les Etats-unis, qui tiennent à Israël comme chien de garde au Moyen-Orient et qui mènent leur sale guerre en Irak.

Pas L'UE (France, Angleterre, Allemagne...) qui suit les Etats-Unis et s'empêtre dans ses magouilles pour ignorer le vote des palestiniens et leur gouvernement; chapeau la démocratie à l'occidentale ! L'UE voudrait payer directement les membres des services de sécurité...pour les garder à leur botte.

Pas les Etats arabes aux dirigeants pourris, achetés par les Américains. Trois milliards de dollars "d'aide" pour l'Egypte !

L'ONU fait piètre figure. Kofi Annan a commencé d'abord à trouver "étrange" le récit israélien de ce qui s'est passé sur la plage de Gaza. C'était le moins qu'il puisse dire ! De trop pour les Américains et les Israéliens qui l'ont obligé à se rétracter, tandis qu'Israël refuse toute commission d'enquête internationale !

Quant à la Russie (ficelée dans le quartet) et à la Chine, elles ont du mal à se démarquer.

Malheureusement, dans cette situation dramatique, le peuple palestinien a du mal à trouver son unité, ce qui facilite bien la tâche des Israéliens.

En votant (ce qu'exigeaient les occidentaux), il a voulu manifester son amertume et sa déception, son rejet de la corruption, sa volonté d'indépendance. Devant la corruption qui régnait dans le Fatah qui monopolisait tout, l'inefficacité des prétendues négociations", il a "mal " voté. Maintenant, on veut lui faire payer cher son choix !

Finalement tout l'argent versé par l'UE a servi à alimenter la corruption, à acheter les atermoiements

de ses dirigeants. Hélas, beaucoup des membres des services de sécurité du Fatah, sont là plus pour les avantages financiers que par patriotisme ! Ils ne sont plus payés suite au blocus de l'UE, alors ils s'en prennent au gouvernement palestinien qui n'a plus de ressources. Pas très logique.

Le Hamas cherche à définir un projet défendable. Quant à Mahmoud Abbas, il continue de louvoyer en attendant quoi ? L "intervention divine" des EU en faveur des palestiniens, alors qu'ils sont ouvertement les fidèles soutiens d'Israël. Il annonce un referendum sur la "frontière de 1967" avec pour objectif : contraindre Le Hamas à reconnaître Israël. Bravo ont dit les Américains ! Quel l'intérêt sinon politicien ? Les Palestiniens ont déjà vécu "le coup de la reconnaissance" en 1988, puis en 1993 avec le processus d'Oslo" 1993 etc... .Chaque fois, ils ont été grugés ! Pourquoi Mahmoud Abbas ne demande-t-il pas à Olmert d'organiser un semblable référendum en Israël lui qui refuse les "frontières de 1967" ? D'ailleurs Mahmoud Abbas ne s'adresse jamais à Israël.. Pourquoi ?

Il est indispensable que le mouvement palestinien trouve son unité dans la lutte pour gagner un état indépendant. Plus tôt cela se fera, plus il s'approchera de la paix. Il y travaille en ce moment. Souhaitons que ce soit avec succès.

RM

Perplex

L'opération Ségolène Royal se poursuit. La presse lui consacre beaucoup. Les médias télévisés aussi. Travail, Famille, Sécurité sont ses trois mots d'ordre. La promotion médiatique de Ségolène ne doit rien au hasard. Deux de ses proches (Gérard Collomb et Julien Dray) n'excluent pas un rapprochement avec François Bayrou. Mais Ségolène a rectifié : "rassemblement à gauche...mais tout est ouvert " ! Si la bourgeoisie pouvait enfermer les électeurs dans le duo Sarkozy-Royal, le tour serait, une fois de plus, joué. Nos médias et nos politiques y travaillent dur.

La justice indonésienne a renoncé à juger Suharto. Pourtant, Il a fait assassiner à l'époque des centaines de milliers d'indonésiens soupçonnés de communisme, avec l'aide de la CIA. Saddam Hussein risque d'être éliminé plus rapidement. Bien trop gênant pour les occidentaux.

Marie-Georges Buffet a inventé une nouvelle expression pour désigner le capitalisme sans prononcer le mot.: "le libéralisme échevelé". Génial, non ?

La candidature communiste a du mal à émerger. C'est qu'avoir un candidat est une entreprise risquée pour le PCF.

L'UE achetait les membres des services de sécurité du Fatah par l'intermédiaire de l'autorité palestinienne qui avait l'exclusivité du recrutement. Maintenant, pour contourner le Hamas, elle voudrait les payer directement. Oubliée la corruption !

Guantanamo, le camp américain est celui de l'horreur. La communauté internationale est muette, elle préfère parler d'autre chose ; Kofi Annan se tait. Éloquent, non !

Le double jeu de Hollande. Sa femme est candidate, très médiatisée... Lui, on ne sait plus ; il se contenterait peut-être d'être le mari de la Présidente. Finalement, au PS, ça grenouille en attendant que ça décante

*

Aidez-nous,

Envoyez-nous vos critiques, vos suggestions, vos contributions

Versez pour Réflexions CCP 4210612T033